

En pleine crise politique, Jérusalem s'embrase



Des forces de l'ordre israéliennes lancent des grenades assourdissantes sur les escaliers qui descendent vers la porte de Damas, le 8 mai, à Jérusalem. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Louis Imbert

La célébration par Israël de la « réunification » de la ville s'est muée en jour de résistance palestinienne

JÉRUSALEM - correspondant

Il est difficile de sous-estimer l'ampleur de cet échec, pour les autorités israéliennes. En ce « jour de Jérusalem », lundi 10 mai, date commémorative de la conquête et de l'annexion de la part orientale de la ville à la faveur de la guerre de 1967, Israël devait célébrer la « réunification » de la cité sainte. Ce terme s'est vidé de tout sens, comme une fausse monnaie, tôt lundi matin. C'est une journée de résistance palestinienne, jour de barricades, qui s'est ouverte. En évacuant manu militari l'esplanade des Mosquées, le cœur vivant de la cité musulmane, les autorités reconnaissent de facto que l'Est de la ligne verte demeure une ville palestinienne, occupée et inaliénée.

Des milliers de Palestiniens ont passé la nuit dans le sanctuaire d'Al-Aqsa, certains accumulant des tas de pierres en prévision de cette journée. A six heures et demie, peu avant l'ouverture des portes, la police a annoncé que les juifs ne seraient pas autorisés à s'y rendre aujourd'hui. Des militants juifs entendaient y prier, en violation du statu quo en vigueur. Durant le week-end, tardivement, Washington, les Nations unies, la Jordanie, gardienne des lieux saints, mais aussi des monarchies arabes, le Qatar et le nouvel allié émirati, ont fait pression sur Israël, pour qu'il tempère des opérations policières démesurées ces derniers jours.

Sur les vidéos amateurs diffusées en temps réel depuis l'esplanade, des policiers en tenue antiémeute se serrent derrière des rangs de boucliers pour progresser sur les dalles, jonchées de milliers de pierres. Un feu continu de grenades assourdissantes explose sur les tapis à l'intérieur même de la mosquée Al-Aqsa, où de jeunes gens tentent de repousser les policiers, à la porte, à coups de pierres. D'autres explosent dans la partie réservée aux femmes, suscitant des cris de peur. Peu après, la mosquée paraît vidée. L'essentiel des heurts se concentre à l'extérieur, où les forces israéliennes repoussent les Palestiniens vers les portes du Nord du site. Le Croissant-Rouge palestinien évacue des blessés avec peine : il en évoque plus de 180 blessés, dont 80 hospitalisés, heurtés au visage et par l'inhalation de fumées. Vers 9 h 30, ces affrontements se réduisent, la plupart des Palestiniens semblent avoir été évacués de

l'enceinte. La police estime cependant que des milliers y demeurent barricadés. De petits groupes se tiennent les mains levées, dos au mur. D'autres mènent encore des chassés-croisés avec des unités de la police, montées sur la plate-forme qui entoure le dôme du rocher. Des secouristes palestiniens, en veste orange, parcourent les jardins arborés, à la recherche de blessés. Reste à attendre que ces heurts se propagent en ville. Autour de 10 heures, un conducteur israélien, harcelé à coups de pierres par des Palestiniens sur un boulevard près de la porte des Lions, a précipité sa voiture sur un homme, écrasant ses jambes contre un muret. Le chauffeur a été secouru par un policier l'arme au poing.

Événements prévisibles

Pendant ce temps, depuis le matin, des milliers de juifs maintiennent une prière ininterrompue au bas de l'esplanade, au pied du mur des Lamentations, dernier vestige du Temple. Le député suprémaciste juif Itamar Ben Gvir, incendiaire patenté à Jérusalem ces dernières semaines, se fait applaudir par de jeunes colons à la porte des Maghrébins, en affirmant que « *quiconque abandonne le mont du Temple ne vaut rien* ».

Fallait-il qu'ils défilent encore ? Le gouvernement israélien a choisi dimanche d'autoriser leur marche annuelle, prévue lundi après-midi, à travers les rues palestiniennes de la Vieille Ville, source sempiternelle de provocations. Au matin, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, est sous pression pour l'interdire.

Ces événements étaient prévisibles. Dès vendredi, des tensions locales, qui s'accumulaient à Jérusalem-Est depuis un mois, avaient déjà glissé au cœur même du sanctuaire d'Al-Aqsa, changeant instantanément de nature. Au soir de la dernière grande prière du vendredi du mois de ramadan, policiers et gendarmes avaient chargé à l'intérieur de l'enceinte, dont les Palestiniens se vivent comme les gardiens, perpétuant durant des heures les heurts les plus violents sur ces dalles depuis 2017, lorsque Israël avait tenté d'installer des portiques pour trier la foule aux entrées du site. Plus de 200 Palestiniens avaient été blessés, 88 hospitalisés et l'un d'eux a perdu un œil. Parmi les policiers, 17 ont été légèrement atteints. Selon l'armée, le Hamas cherche à exploiter les tensions à Jérusalem, après le report *sine die*, fin avril par le président Abbas, des premiers scrutins législatifs et présidentiel prévus depuis quinze ans dans les territoires. Le fait est que cette absence totale de direction dans les territoires suscite le désespoir à Jérusalem Est.

Le Hamas avait enjoint ses partisans de demeurer à Al-Aqsa jusqu'à la fin du ramadan, prévue jeudi. Des slogans en sa faveur ont été puissamment scandés sur l'esplanade des Mosquées vendredi soir. Mais le cœur des griefs politiques qui s'y exprime depuis des semaines porte sur la menace d'éviction, par la justice israélienne, de plusieurs familles du quartier voisin de Cheikh Jarrah, au profit de colons juifs.

Organe de transition en sursis

Sur ces premiers heurts à Al-Aqsa, le gouvernement n'a produit qu'une parole officielle rare et tardive. Son silence, symptomatique, impose une question : l'exercice déraisonnable de la force policière à l'œuvre depuis un mois est-il le fruit d'une volonté politique ? Le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dont le procès pour corruption se poursuivait lundi n'a pas intérêt à une escalade incontrôlée. Mais ces tensions perturbent les négociations menées par l'opposition pour former une coalition d'alternance, après quatre législatives non concluantes en deux ans (les dernières en mars).

Dimanche, M. Nétanyahou a affiché sa fermeté, en rappelant aux « *meilleurs amis d'Israël* » à l'étranger que « *Jérusalem est notre capitale, et nous continuerons d'y bâtir !* » Une référence à ce que les Palestiniens dénoncent comme un nettoyage ethnique à Sheikh Jarrah. Ce faisant, il retire de l'air à son rival d'extrême droite, Naftali Bennett, qui pourrait prendre dans les prochains jours la tête de cette coalition d'opposition en gestation. Le premier ministre contraint aussi ses rivaux du centre, tel Yaïr Lapid, à s'aligner ce week-end en soutenant sans réserve la police. Il contribue enfin à braquer les partis arabes israéliens, dont l'appui est indispensable à l'opposition.

Quelle que soit la part d'intention, demeure un fait : un vide dangereux s'est creusé à la tête de l'Etat israélien, sur lequel les tensions de Jérusalem font fond. Le gouvernement de M. Nétanyahou n'est plus qu'un organe de transition en sursis, qui se réunit fort peu, aux multiples chaises vides, et qui dépend d'alliés d'extrême droite de plus en plus vocaux.

En avril, il avait fallu plusieurs semaines pour qu'il fasse retirer des barrières métalliques disposées par la police autour de la porte de Damas, la principale entrée de la Vieille Ville, afin d'empêcher la jeunesse du quartier d'y célébrer les ruptures de jeûne, suscitant des heurts incessants. Des militants racistes juifs avaient cherché à attiser les flammes, en défilant dans les environs aux cris de « *mort aux Arabes* »,

avant d'aller chercher le conflit à Cheikh Jarrah. Le ministre de la sécurité intérieure, Amir Ohana, n'avait rien trouvé à y redire.

Dimanche, le procureur général d'Israël, Avichai Mandelblit, a demandé à la Cour suprême de ne pas trancher dès lundi sur l'expulsion des familles de Cheikh Jarrah, comme prévu. Mais il ne fait que repousser le problème. Or, au ciel de Jérusalem les étoiles s'alignent en une série de dates symboliques : la fête de l'Aïd-El-Fitr, la fin du ramadan, est prévue mercredi. Puis samedi ce sera le jour de la Nakba, date anniversaire de l'expulsion et de la fuite des Palestiniens du territoire d'Israël durant la guerre de 1948, dont l'Etat étouffe avec constance la commémoration.